



DIARIO

DEL GOBIERNO DE CATALUÑA Y DE BARCELONA,

DEL MARTES 21 DE ENERO DE 1812.

Sea. Ind. Virgen.

Las Q. M. están en la Ig. Parroquial de S. Jayme; se reserva à las cinco de la tarde.

D I A.	TERMÓMETRO.	BARÓMETRO.	VIENT. Y ATMÓSFERA
19 á las 11 de la noc.	4 grad. 9	28 p. 3 l.	6 N.N.O.E. Sereno.
20 á las 7 de la mañ.	4 4	28 1	3 O. Nubes.
20 á las 2 de la tard.	7 9	27 11	7 N. O. Idem.

ESPAGNE.

Cádiz, 11 octobre.

Un journal de cette ville, publié par les insurgés sous le titre de *Rédacteur-général*, contient l'article suivant :

On dit dans le public que les *cortès* s'occupent, pour la seconde fois, de la demande faite par le gouvernement anglais, d'être admis à commercer librement avec l'Amérique espagnole. J'ai observé que beaucoup de personnes donnaient leur assentiment à cette concession, comme s'il s'agissait d'un objet de peu d'importance. On ajoute que l'Angleterre fait dépendre de cette faveur la continuation des faibles secours qu'elle nous accorde. Je serais extrêmement choqué que l'Angleterre voulut se faire payer pour combattre son propre ennemi, et qu'elle nous refusât sa coopération active, parce que nous n'aurions pas une soumission aveugle à toutes ses volupés; et qu'elle autorisât, protégât même la révolte et la séparation d'une partie intégrante de la nation espagnole, parce qu'on ne la rendrait pas maîtresse des richesses que produisent les pays que ces peuples habitent. Je demanderai à ceux qui appuient cette proposition, ce que penseraient de nous le peuple anglais si, les circonstances venant à changer, la nation espagnole demandait à la Grande-Bretagne, lorsqu'elle aurait besoin de nous dans une cause qui serait aussi la nôtre, de supprimer son fameux acte de navigation, l'origine et la cause de tous les maux du continent ?

ESPAÑA.

Cádiz, 11 de octubre.

Un diario de esta ciudad, que los insurgentes publican con el título de *Redactor General* contiene el artículo siguiente:

Corre entre el público la voz de que las Cortes se ocupan por segunda vez sobre la demanda hecha por el gobierno inglés, de ser admitido à comerciar libremente con la América española. He observado que muchas personas consentian en esta concesion, como si se tratase de un asunto de poca importancia. Añádese que la Inglaterra cista en este permiso el continuar los debiles socorros que nos concede. Se me haria muy extraño que la Inglaterra quisiera hacerse pagar para que peles con su propio enemigo, que nos negase el cooperar activamente, solo por no consentir à ciegas à todas sus voluntades; y que autorizase y aun promoviese la revolucion de una parte integrante de la monarquía española, por no hacerla dueño de las riquezas que producen los países que esos pueblos habitan. Se preguntará à los que apoyan semejante proposicion; qué es lo que el pueblo inglés pensaría de nosotros, si mudando las circunstancias, la nacion española, dado caso que la gran Bretaña nos necesitase en causa que fuese tambien nuestra, le pidiese la supresion del famoso acto de navegacion, origen, y causa de todos los males del continente. En ambos casos son à mi parecer perfectamente

Ces deux cas sont, à mon avis, parfaitement semblables. Quoiqu'il en soit, je desire beaucoup voir publier des écrits lumineux sur cette question qui n'embrasse rien moins que le sort de l'Espagne, afin que les *cortès*, qui doivent la décider, puissent se former une opinion sûre à cet égard.

Ouvrir le commerce de l'Amérique aux anglais serait, à mon avis, l'équivalent d'un abandon exclusif de ce commerce à cette nation: ce serait en un mot les rendre maîtres absolus de tout ce qui se consomme dans ces vastes régions: car ni notre marine marchande ni les produits de notre agriculture, de nos arts et de nos manufactures, ne peuvent soutenir la comparaison avec les leurs. La conséquence infaillible d'une telle concession serait donc la destruction du peu que nous possédons de ces élémens de prospérité nationale. L'importation de l'argent, qui est le nerf de la guerre, cesserait pour toujours, et les français, sans ennemis ou sans opposition, seraient les maîtres de tous les espagnols et des débris des propriétés échappées aux suites de la mesure que nous combattons. Les américains seraient en proie aux convulsions de la désunion et de l'anarchie, et l'événement le plus probable serait leur réduction à l'état des colonies anglaises. Dans ce cas, ils peuvent être assurés de ne jouir ni des droits égaux à ceux des anglais, ni d'une part dans la représentation nationale, ni de tout autre système, excepté du système colonial excessivement rigoureux et injuste de l'Angleterre.

Beaucoup de personnes ont la sottise de croire que les Anglais traitent de la manière la plus libérale leurs possessions d'outre-mer, qu'ils leur laissent la liberté de trafiquer où, quand, et avec qui bon leur semble.

Ces personnes-là ne peuvent en conséquence, tolérer notre système prohibitif qui exclut de l'Amérique les étrangers et leurs propriétés. Elles devraient se rappeler que par l'acte de navigation, les anglais tiennent leurs colonies dans la plus stricte dépendance, et que dans le commerce réciproque qui a eu lieu entre elles et la métropole, tout doit être anglais, les marchandises, les armateurs, les navires, les matelots, et cela sous les peines les plus sévères. Se trouvera-t-il des individus capables de voter la mort de l'antique Espagne, afin de communiquer à ses enfans d'outre-mer une apparence de vie qui les conduirait également au tombeau? Il est évident que l'Angleterre seule est intéressée à cette proposition.

Les provinces d'Amérique et d'Espagne, forment le corps de la nation espagnole et doivent étudier les moyens d'assurer leur prospé-

iguales. Soit lo que fúere, deseamos infinito ver publicar escritos que nos iluminen sobre esta question, que abraza nada ménos que la suerte de toda la España; afin de que las *Cortès*, que lo han de decidir, puedan formarse sobre ello una opinion segura.

Abrir à los ingleses el comercio de América, sería à mi parecer, lo mismo que abandonárselo exclusivamente à esa nacion: en una palabra, sería hacerles dueños de todo lo que se consume en aquellas vastas regiones; porque ni nuestra marina mercante, ni los productos de nuestra agricultura, de nuestros artes, y de nuestras manufacturas, son capaces de sostener el compararse con las de ellos. La consecuencia infalible de semejante concesion, sería pues la destruction de lo poco que poseemos de esos elementos de prosperidad nacional. La importacion de dinero, nervio de la guerra, cesaria para siempre, y los franceses, huiéndose sin enemigos, ó sin oposicion, serian dueños de todos los españoles, y de los restos de sus propiedades que habian podido salvarse de las resultas de la medida que combatimos. Los americanos serian el blanco de las convulsiones, de la desunion, y de la anarquia, y el acontecimiento mas probable sería el de quedar reducidos à colonias inglesas. En tal caso pueden estar ciertos de no gozar ni de unos derechos iguales à los de los ingleses, ni de una parte en la representacion nacional, ni de ningun sistema alguno que no sea el sistema colonial excesivamente riguroso é injusto de la Inglaterra.

Muchas personas tienen la sandez de creer que la Inglaterra, trata muy libionalmente sus posesiones ultramarinas, que les dexen la libertad de traficar donde, como, y quando les parezca bien.

Tales personas no pueden por consiguiente tolerar nuestro sistema prohibitivo, que excluye de la América, à los extranjeros, y à sus propiedades. El público debería acordarse que los ingleses, por el acto de navegacion tienen sus colonias en la mas estrecha dependencia, y que en el comercio reciproco que se hace entre ellas, todo ha de ser inglés, las mercaderias, los armadores, los buques, los marinos, y esto bajo penas las mas severas. Hallaríanse individuos capaces de votar la muerte de la antigua España, para comunicar à sus hijos ultramarinos una apariencia de vida que les conduciría igualmente al sepulcro? Es evidente que solo la Inglaterra se halla interesada en esta propuesta.

Las provincias de América, y de España, forman el cuerpo de la nacion Española, y deben estudiar los medios de asegurar su comun

été commune, et travailler respectivement à se soustraire au joug commercial des Anglais.

Le Galicien, le Biscayen, l'habitant de Valence, celui du Mexique et celui du Pérou, devraient jouir légalement d'une parfaite égalité de droits. Mais de grandes réformes sont nécessaires à cause des abus énormes qui se sont introduits dans les deux hémisphères, quoi qu'en puissent dire les hommes qui se sont engraissés à la faveur des désordres et de l'anarchie.

Mais, pour en revenir à mon sujet, la ruine immédiate de l'Espagne, notre mère-patrie, est à mon avis certaine et positive, si l'Angleterre est admise au commerce de l'Amérique espagnole.

Celle de l'Amérique elle-même suivra de près; car son agriculture, ses arts et son industrie seront étouffés par les réglemens vexatoires et les mesures prohibitives. Quand bien même il seroit possible que les Anglais pussent arracher toute l'Espagne des mains des Français, je trouverais que c'est acheter trop cher leurs secours que de leur accorder l'objet de leurs desirs et leurs intrigues. Préférons les victoires des Français, ou la mort même, plutôt que l'humiliation qui nous attend si, privés du commerce de l'Amérique, nous nous laissons réduire à un tel état de faiblesse que les Lapons pourroient nous subjuguier, s'ils étoient tentés d'abandonner leurs sables stériles pour les campagnes fertiles de l'Espagne.

AVIS OFFICIEL.

Tous les débiteurs à quelque titre que ce soit, des maisons de l'ex-duc Medina-Celi, l'ex-duc de Híjar, de l'ex-comte d'Altamira, l'ex-marquis de Santa Cruz, et autres individus dont les propriétés ont été confisquées par le décret de Sa Majesté l'Empereur, en date du 12 novembre 1808, sont prévenus qu'ils ne peuvent se libérer valablement qu'entre les mains et sur les reçus des régisseurs établis à l'administration de ces biens, par la commission impériale des réquestes et indemnités, créée à Madrid, ou par le gérant le consulat de France, son délégué en Catalogne, autrement ils s'exposent à être forcés de payer deux fois.

Le bureau central de la régie de ces biens dépendans du Domaine extraordinaire de l'Empereur, est établi à Barcelone, maison d'Ayroua.

Barcelone, 16 janvier 1812.

Le Gérant le Consulat de France,
délégué de la commission impériale,
A. J. C. BLONDEL.

prosperidad, y trabajar respectivamente para substraerse del yugo comercial de los ingleses.

El Gallego, el Vizcaino, el habitante de Valencia, el de México, y el del Perú deberían gozar legalmente de una perfecta igualdad de derechos. Pero se necesitan grandes reformas à causa de los enormes abusos que se han introducido en ambos emisferios, à pesar de quanto puedan decir los hombres que se han engrandecido con los desordenes, y la anarquía.

Mas volviendo à mi asunto, digo que la ruina de España, nuestra madre patria, es cierta à mi parecer, si se admite la Inglaterra à comerciar con la América española.

La de la América seguirá muy luego; porque su agricultura, sus artes, y su industria quedarían ahogadas con los reglamentos vexatorios y las medidas prohibitivas. Aun quando sea posible que los Ingleses arranquen toda la España de manos de los Franceses, creeria que es comprar demasiado caros sus socorros, concediéndoles el objeto de todos sus deseos é intrigas. Prefiramos las victorias de los Franceses, ó la misma muerte antes que la humillación que nos aguarda, si privados del comercio de la América, nos dexamos reducir à tal estado de debilidad, que los Lapones podrían sujetarnos, si se les antojase abandonar sus estériles arenas por los fértiles campos de la España.

AVISO OFICIAL.

A todos los deudores, baxo qualquiera título que sea, de las casas del ex-Duque de Medinaceli, del ex-Duque de Híjar, del ex-Conde de Altamira, del ex-Marqués de Sta. Cruz, y otros individuos; cuyas propiedades han sido confiscadas, con Decreto de S. M. el Emperador, del día 12 de Noviembre de 1808; se les previene que no pueden librarse validamente, sino pagando en manos y con recibos de los Administradores establecidos para la administracion de estos bienes; por la Comisión Imperial de los secuestros y indemnizaciones, creada en Madrid; ó por el Encargado del Consulado de Francia, delegado en Cataluña, de dicha comisión, de lo contrario se exponen à ser obligados à pagar dos veces.

La oficina central de la administracion de los referidos bienes dependientes del dominio extraordinario del Emperador, está establecida en Barcelona en la casa de Ayroua.

Barcelona 16 de enero de 1812.

El Encargado del Consulado de Francia
delegado de la Comisión Imperial.
A. J. C. BLONDEL.

AVISOS.

Le public est prévenu qu'aujourd'hui et jours suivants, on procédera à l'hôtel des Donanes, aux enchères publiques, à la vente des marchandises provenant des saisies.

Barcelona, le 18 janvier 1812.

Barret.

Se previene al público que hoy y dias siguientes, se procederà en la casa Aduana, à la almoneda de las mercaderías procedentes de embargos.

Barcelona 18 de enero de 1812.

Barret.

Il sera procédé aujourd'hui 21 du courant, à 10 heures du matin, par les soins de M. le commissaire des guerres *Bois*, à la vente, au plus offrant et dernier enchérisseur, d'une Jument de selle, avec ses harnois, et d'autres effets provenant de la succession de feu M. Morlan, ex-officier des chasses de Montagne; cette vente aura lieu dans la rue del Pino, maison de M. don Agustia, abbé de Saint-Feliu.

Hoy dia 21 del que rige, à las diez de la mañana, à diligencia del Sr. Bois, comisario de guerra, se procederà à la venta, al mayor postor, de una yegua de silla con sus arneses, y otros objetos, procedentes de la sucesion del Sr. Morlan, oficial de cazadores de montaña; dicha venta se hará en la calle del Pino, à casa del Sr. Augustin de la Pierra, cura de San Feliu.

En el sorteo de la Rifa que para el sustento de los pobres de la Casa de Caridad, se ofreció al público con papel de 13 del corriente, executado con la debida formalidad hoy dia de la fecha en dicha Casa, ha salido lo siguiente:

<i>Lotet.</i>	<i>Números</i>	<i>Subjectos premiados.</i>	<i>Premios.</i>
1.º	3845	María y Eulalia Masadas, Barcelona...	15 libras catal., una arroba de bacalao, otra de arroz.
2.º	526	Francisca Molinas, Barcelona...	Un cerdo.
3.º	1147	Ntra. Sra. de la Merced y Sta. Eulalia, con rúb.	Idem
4.º	4511	Jayme Turrell, Barcelona...	Idem

Los Interesados acudirán à recoger sus respectivos premios à la dicha Casa de Caridad de 10 à 12 de la mañana.

El Muy Ilustre Ayuntamiento gozoso en ver quanto se interesa el Pueblo à favor de los pobres que se abriguen en la misma Casa, abrirà mañana otra Rifa, à un real de vellon por cédula, que se cerrará el Domingo próximo, dia 26 del presente; en la que ganarán los Jugadores, quatro premios à saber:

- 1.º de 15 libras catalanas, una arroba de bacalao, otra de arroz.
- 2.º de un cerdo.
- 3.º de id.
- 4.º de id.

Barcelona à 20 de Enero de 1812.

DIVERSION EXTRAORDINARIA.

Con Superior permiso, hoy dia 21 del corriente, se hará la escogida y excelente función de los purhineles, y se continuará à enseñar al mismo tiempo el exquisito Pesebre de la calle dels Cotoners, travesía de la Boria entre la casa que antes habitaba el Sr. Gassó y el meson de la Bora.

La entrada se pagará à 2 quartos por persona, y se enseñará desde las seis hasta las ocho.

Pérdida.

Qualquiera que hubiese encontrado dos Vales Reales, [el uno de 600 pesos n.º 381939, y el otro de 300 n.º 4652412, todos de creación de 1.º de Mayo 1808; endosados con fecha de 18 de enero de 1812, à favor de Josef Masas y Massaguer, y firmado por este, se servirá conferirse con el Cura Párroco de San Jayme, quien está encargado de recogerlos y dar una gratificación.

TEATRO.

La Sociedad dramática española, representará hoy por la primera representation: *No puede ser guardar una mujer*; el baile de la sinfonia joriztal y saynete nuevo.

En la Imprenta del Gobierno de Cataluña, calle dels Escudellers, N.º 68.